



LES ANTI-POUVOIR D'ACHAT PERSISTENT ET SIGNENT

C'est hier en fin d'après-midi que les « *propositions servant de base aux négociations* » ont été transmises aux organisations syndicales par les ministres en charge de la Fonction publique.

Le fait que celles-ci soient étalées sur près de 10 pages ne sauraient masquer l'essentiel : l'unique mesure générale sur la valeur du point est chiffrée à 0,5 % à compter du 1^{er} mars 2008 !

Après les journées massives de grève et de manifestations et alors même l'inflation connaît une hausse importante, il s'agit là d'une réponse se situant aux antipodes des légitimes exigences des personnels portées dans l'unité syndicale la plus large depuis de très nombreux mois.

En l'état, elle amplifierait une perte de pouvoir d'achat quasi sans précédent pour les agents de la Fonction publique, que ne compenseraient certainement pas les autres dispositions avancées dans le document d'hier soir.

Il est significatif de noter que l'augmentation de 0,5 % du point au 1^{er} mars « coûterait » pour un peu plus de 5 millions de salariés environ l'équivalent de la mise en place du bouclier fiscal bénéficiant à quelques milliers de contribuables fortunés.

Il s'agit donc bien de choix politiques inacceptables.

Le Président de la République et son Gouvernement confirment bien qu'ils sont les ennemis de l'augmentation du pouvoir d'achat du plus grand nombre.

Pour la CGT, cette copie est à revoir d'urgence.

Plus que jamais, nous considérons que la mobilisation unitaire des agents est indispensable.

Montreuil, le 6 février 2008